

Maryvonne David-Jougneau [1]

LA DESCENTE AUX ENFERS DU PROFESSEUR Y.BANDAJEVSKY

Pour comprendre la nature de la descente aux enfers de Youri Bandajevsky, racontée par sa femme Galina Bandajevskaïa à B. Doray en janvier 2003, il faut avoir une idée de sa montée au zénith de 1990 à 1999. L'acmé s'en situe en avril 99, trois mois avant qu'il ne soit arrêté et jeté en prison comme "grand criminel", au nom d'un décret anti-terroriste du président biélorusse Loukatchenko.

Recteur de l'Institut de Gomel :

En 1990, à 33 ans, le Professeur Youri Bandajevsky, médecin et anatomo-pathologiste est nommé recteur de l'Institut de Gomel. Nous sommes à 120 kms de Tchernobyl où le réacteur de la centrale a explosé quatre ans auparavant, déversant 70°/° de ses radionucléides sur la Biélorussie voisine. Un Institut d'État est envisagé dans cette zone contaminée que fuient les gens avisés et, parmi eux, les médecins.

Mais, depuis 1988, l'un d'entre eux, dès qu'il est professeur, écrit au Président de l'Académie des Sciences, au Ministre de la Santé, proposant des programmes pour développer la

science médicale pour aider les populations touchées par la contamination. C'est ainsi que s'opère la rencontre de cet homme hors du commun, Youri Bandjevsky, et de cette place institutionnelle exceptionnelle d'un Institut qu'il crée avec mission à la fois de former des cadres médicaux, de faire des recherches sur les suites de Tchernobyl et de soigner les gens. Malgré un financement chiche et des pressions adverses, l'Institut, en 1999, comporte 25 chaires, 200 enseignants, 1500 étudiants, 300 employés et fait un travail remarqué. Le professeur Bandajevsky reçoit 5 prix internationaux et a 240 publications à son actif.

Dans son Institut, il croise, comme il l'a toujours fait dans ses recherches antérieures, l'approche clinique, l'expérimentation animale et l'anatomopathologie avec l'étude des lésions des tissus, en particulier lors d'autopsie. À partir de sa rencontre avec Nesterenko,^[2] en 1994, il y ajoute la mesure de la radioactivité due au Césium 137, mesurable par un spectromètre pour rayonnements humains qui permet de déterminer la charge corporelle par kg. de poids d'un individu. Le Césium 137, auquel s'intéressent ces deux chercheurs, ne perd la moitié de sa radioactivité qu'au bout de 30 années. Nesterenko, lui fabrique un gamma-radiomètre permettant de mesurer le taux de radioactivité par Césium 137 d'un organe lors d'une autopsie .

Sa découverte principale, il la fait avec sa femme, pédiatre et cardiologue, qui remarque, dans cette région de Gomel, des maladies cardio-vasculaires complètement anormales chez des enfants, auxquelles il faut ajouter des cataractes, des cas de vieillissement précoce, d'affaiblissement du système immunitaire, des malformations congénitales... Bandajevsky a l'idée de mettre en parallèle la charge de radioactivité par Césium 137, mesurée chez un enfant, et les troubles cardiaques qu'il présente. À partir de milliers de mesures, il peut établir un lien quantifiable entre le taux de radioactivité par Césium 137 et la gravité des troubles décelés dans l'électrocardiogramme. L'histologie révèle, chez l'homme comme chez l'animal, une concentration particulièrement élevée de Césium 137 dans les organes : le cœur, les reins, les organes endocriniens et le système immunitaire.

En mettant en évidence un rapport de cause à effet entre l'incorporation du Césium 137 à partir de la nourriture et les symptômes anormaux chez les enfants. Bandajevsky introduit l'idée nouvelle du **danger des faibles doses** jusqu'à présent négligées par tous les scientifiques s'occupant du nucléaire. Il met l'accent sur une **contamination interne**, différente de la contamination externe au moment d'un accident, étudiée jusque là sur les bases de l'expérience d'Hiroshima. Au-delà d'un certain seuil (50 becq par kg. de poids), il observe que les troubles deviennent irréversibles. Mais, une nourriture pauvre en Césium 137, doublée de cures de pectine (un additif alimentaire utilisé par les ukrainiens qui permet l'élimination partielle du Césium),

permettent de faire baisser le taux de radioactivité et de faire régresser les symptômes. D'où l'importance de prévenir les populations concernées qui ont à faire face à la contamination par l'alimentation. C'est là une question de santé publique.

L'année 1999 :

Ceci explique pourquoi Youri Bandajevsky, en **janvier 1999**, trouve essentiel de participer à une série d'émissions à la télévision d'Etat sur les résultats de ses recherches à l'Institut. Elles remportent un grand succès.

En avril, il participe également, avec Nesterenko, à une commission de contrôle chargée de vérifier le Registre des doses et l'utilisation des fonds de l'État par l'Institut de médecine radiologique qui dépend du Ministère de la Santé, dans ses recherches sur les conséquences de Tchernobyl. Leurs conclusions déplaisent à ceux des membres de la commission qui sont proches du Ministère et qui tentent de les atténuer. Nesterenko, Bandajevsky et Stojarov, ex-directeur de l'Institut en cause, font alors un rapport séparé qu'ils envoient au Conseil de Sécurité du Bélarus, responsable de la santé de la population.

Le Conseil de Sécurité les suit dans leurs critiques et fait retirer par le Ministère de la Santé le Registre des Doses et l'invite à tenir compte des critiques des auteurs de ce rapport. Ils sont amenés à le défendre dans des auditions au Parlement. Tout laisse à penser qu'ils sont en train d'être entendus. Bandajevsky croit pouvoir aller plus loin. Il écrit, le 21 avril, un rapport à Loukatchenko dans lequel il critique l'orientation des travaux du Ministère de la santé et montre qu'en 1998, sur 17 milliards de roubles dépensés, un seul l'a été à bon escient.

Qu'est-ce qui le motive dans son action, alors que sa femme -qui le voit déjà" les menottes aux mains"- et des paroles amies tentent de le mettre en garde :"*j'ai dit alors que Youri a signé sa condamnation*" dit Nesterenko. La femme de ce dernier rapporte ses propres propos [3]: *Youri Ivanovitch, vous êtes jeunes et naturellement combattif, mais n'oubliez pas que vous êtes dans un Institut d'Etat, un Institut qui dépend du Ministère de la Santé et qui dit tout le contraire*". Mais Youri Bandajevsky n'entend pas ces avertissements. Précisément, c'est en "fonctionnaire d'État" qu'il réagit, mais en **fonctionnaire tel qu'il devrait être dans un État normal...** *Notre Institut soutenait la politique du Président, dit-il. Nous collaborions. C'est*

inexact de dire que Bandajevsky était l'ennemi de quelque chose. Je ne critiquais que ce que je considérais erroné dans les actions du point de vue professionnel, sur le plan professionnel.”
Loin de faire de la politique, il pensait travailler simplement pour le pays, pour le bien des gens...
“je le considérais comme mon devoir. Si on m’a donné la possibilité d’intervenir au Parlement, si j’ai eu la possibilité de publier mes matériaux, je devais travailler, je devais parler...”

Le réel va rapidement se rappeler à lui, sous des formes de plus en plus brutales. Tout d’abord en **mai 1999**, trois commissions viennent contrôler l’Institut du point de vue de l’enseignement, de la recherche et de la gestion. On ne trouve rien à lui reprocher. Au mois de juin, les examens se passent sans problème, mais dans le même temps des lettres d’abord anonymes, puis signées parfois frauduleusement circulent avec pour thème : “Bandajevsky a un compte en devises avec lequel il soutient l’opposition”...*C’est la seule chose qui fait réagir le Président : il craint beaucoup l’opposition*, dit un observateur. Une opposition qui, en l’occurrence, ne s’intéresse absolument pas aux suites de Tchernobyl, ni aux recherches d’un Bandajevsky...

Puis le 18 juillet, ce sont 15 policiers qui viennent mettre à sac son appartement ainsi que son Labo et s’emparent de tout ce qu’ils contiennent de recherche, son ordinateur, ses fichiers : *“l’empoignant carrément, en montrant un papier par lequel il est un organisateur de je ne sais quel groupe criminel”* Ils le jettent en prison jusqu’ au 27 déc.1999, dans des conditions que Galina décrit ci-dessous.

De quoi est fait ce réel que Bandajevsky ignore ?

D’un contexte aux dimensions politique, économique et scientifique qui s’interpénètrent, à l’échelon à la fois national et international. Bandajevsky, pris dans sa recherche et sa passion de la vérité, n’en a manifestement aucune conscience, alors que sa femme le pressent et que Nesterenko, en avril 2000, donne quelques indices à son propos. Ceux-ci ne peuvent, à eux seuls, servir de preuve. Comme dans l’Affaire Dreyfus, il faudra attendre sans doute plus d’une décennie, que le régime totalitaire actuel tombe et laisse place à une véritable démocratie et que

surgisse aussi une volonté forte d'investigation de la part d'historiens totalement indépendants pour qu'on puisse se faire une idée des participants à la construction de cette accusation de corruption. Le 18 juin 2001, le Professeur Bandajevsky est condamné à 8 ans de prison à régime sévère avec interdiction pendant 5 ans de diriger des recherches dans un Institut d'État, alors que son principal accusateur, le vice-président de l'Institut Ravkov s'est rétracté avant et pendant le procès, disant qu'il avait agi sous la contrainte...

Une telle violence qui vise à détruire un homme en même temps qu'elle met un coup d'arrêt à sa recherche, au moment même où celle-ci allait être reconnue, montre que les enjeux sont sans aucun doute fabuleux. Nous ne savons pas qui a tiré les ficelles. On peut supposer que ceux qui ont été critiqués sévèrement dans leurs rapports ou bien leurs protecteurs nationaux ou internationaux ont pu tremper dans cette machination. On ne peut en dire plus. Nesterenko rapporte qu'une des personnes, critiquée dans le rapport de la commission et qu'il avait en plus recalée à sa thèse - *"un travail sur commande qui montrait qu'il n'y avait aucune conséquence des radiations et que les mesure prises par le gouvernement étaient suffisantes"*, travaillait, en avril 2000, à l'AIEA à Vienne. Était-elle déjà un de leur porte-parole au sein des médecins biélorusses ? S'était-elle engagée dans leurs rangs postérieurement ?

La Conférence Internationale de l'OMS à Kiev (4-8 juin 2001)

Mais s'il nous est impossible de déterminer la part des acteurs nationaux et internationaux dans l'arrestation et l'accusation de corruption dont Bandajevsky a fait l'objet, nous avons néanmoins un document sur le rôle implicite et "objectif" que les organismes internationaux comme l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), l'AIEA (Agence Internationale pour l'Energie Atomique), l'UNSCAR ont pu jouer dans l'enterrement de la recherche de Bandajevsky et de son travail à l'Institut.

C'est la conférence internationale de l'OMS^[4] qui se déroule à Kiev du 4 au 8 juin 2001, pendant que s'achève à Minsk le procès de Youri Bandajevsky qui sera condamné 10 jours plus tard. Un des enjeux sous-jacents était que soit ou non pris en compte le danger des faibles doses de radionucléides... Les chercheurs indépendants biélorusses ou russes, - qui ont bien du mal à se faire entendre au milieu des officiels du nucléaire qui plastronnent -, plaident pour la théorie de Bandajevsky, qui n'a pas eu le droit de quitter le territoire. En vain! Le représentant de

l'UNSCAR, interrogé pendant une pause, refuse même toute idée de « contamination interne » à distinguer de la contamination externe par irradiation.

Sans aucun doute la reconnaissance, à cette conférence de l'OMS, **de l'intérêt de la thèse de Bandajevsky** aurait mis en porte-à-faux l'action judiciaire contre lui. Elle aurait surtout installé le procès de Minsk sous le feu des médias internationaux, incitant peut-être le Tribunal Militaire à fournir d'autres preuves, en place des nombreuses irrégularités au code de Biélorussie qu'ont dénoncées les quelques observateurs présents^[5]. Le destin de Bandajevsky aurait pu en être changé...

L'accord OMS-AIEA (1959) et son application dans l'après-Tchernobyl

Mais c'est là un scénario que nous savons purement imaginaire. Pour en être persuadé il suffit de remonter un peu en arrière et de connaître les liens entre l'OMS et l'AIEA. En 1959, ces deux organisations de l'ONU signent un accord par lequel aucune d'entre elles ne doit prendre de position publique qui pourrait nuire à l'autre sur "les questions présentant un intérêt commun". L'OMS met cinq ans avant de venir à Tchernobyl... En 1995, néanmoins, elle convoque une Conférence Internationale sur les conséquences de cette catastrophe. S'y retrouvent plus de 700 experts du monde entier et dans les communications, bon nombre de témoignages sont inquiétants. Or, les actes de ce cette conférence ne seront jamais publiés, malgré les demandes des participants...

Six mois plus tard, l'AIEA convoque une autre conférence au terme de laquelle elle donne sa version officielle de l'après-Tchernobyl: 31 morts par irradiation, 1800 cancers de la thyroïde chez les enfants qu'on aurait pu éviter. Un point c'est tout. Ce sont ces mêmes chiffres à quelque chose près (les cancers montent à 2000 !) qui sont répétés avec aplomb dans la conférence de Kiev, cinq ans plus tard, sans faire bien sûr l'unanimité. Le porte-parole de Koffi Anam parle de millions de victimes à long terme et les chercheurs biélorusses qui font de l'expérimentation animale témoignent d'atteintes génétiques chez les animaux, observables à la 22 ème génération. ...

« Radioactivité », « Césium 137 » : des mots interdits...

En dehors de l'irradiation par exposition directe, la thèse officielle ne veut connaître que les effets sur la thyroïde de l'Iode 131 qui perd de sa nocivité au bout de 80 jours. Elle ne veut rien savoir des effets possibles des autres radionucléides comme le Césium 137, le Strontium 90 etc. Ce sont même des mots «interdits »... C'est cet interdit qu'avait intériorisé Galina et dont elle témoigne dans l'interview que W. Tchertkoff a réalisé d'elle et de Youri en avril 2000. « *Personne, parmi ceux qui venaient visiter l'Institut ne parlait de radioactivité ...* » De sorte qu'il a fallu la pression forte de Youri faisant appel à sa conscience de médecin pour qu'elle se décide à faire sa thèse sur les effets du Césium 137 et la cardiopathie des enfants. Et, une fois terminée, le président du jury lui a conseillé d'enlever la terme de «radioactivité» de son titre, sinon sa thèse serait refusée^[6].

Dernièrement, une gynécologue, effarée par le nombre de morts périnatales et de malformations de fœtus s'est mise à mesurer le taux de césium 137 dans le placenta. Elle a été immédiatement rappelée à l'ordre : «*le sort de Bandajevsky ne te suffit pas ?* » Dès son arrestation, en 1999, le programme de l'Institut a été complètement changé d'orientation en même temps que le Recteur en était destitué, abandonnant l'étude de la corrélation entre la radioactivité et les maladies nouvelles rencontrées.

Le Dénier : Tchernobyl, c'est fini !

Certes nous sommes en Biélorussie, pays totalitaire confronté à la gestion de cet après-Tchernobyl, comme sa voisine l'Ukraine, sans en avoir les moyens financiers et sans aide conséquente des organismes internationaux concernés. Car aider à faire face aux véritables conséquences sanitaires serait reconnaître que Tchernobyl a encore des conséquences... que ce n'est pas fini. Or, s'il est interdit de parler de «radioactivité», c'est que : « Tchernobyl c'est fini »!

Mais, à notre avis ce double interdit, sous une forme plus soft, plus molle est également intériorisé en Europe et en particulier en France où nous savons seulement depuis peu, officiellement, que le nuage de Tchernobyl ne s'est pas arrêté aux frontières et que la

cartographie des zones contaminées par le Césium 137, élaborée depuis 1986 par la CRIIRAD [7], est désormais, après 17 années, reconnue par l'IRSN [8]. Censure ou autocensure, nous sommes confrontés dans cette affaire à un monstrueux **déni**. Déni actif et organisé de la part de ceux qui font la promotion du nucléaire ou en vivent ; déni passif de ceux qui préfèrent ne pas savoir pour ne pas avoir à se poser la question de notre responsabilité dans un problème qui engage l'avenir et celui de notre descendance .

Ceux-ci, sans s'en rendre compte, réalisent le vœu formulé dans un rapport de l'OMS en 1958: « *Cependant, du point de vue de la santé mentale, la solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude* » . [9] Face à eux un Bandajevsky a mis en œuvre ce à quoi il croit en tant que scientifique et qu'il a reformulé en mars 2002 : « *La vérité doit être entendue. Selon moi, là est la tâche principale des hommes qui* **[10]** *ne sont pas indifférents au destin de l'humanité tout entière. »*

On comprend que Bandajevsky , en homme qui croit non seulement en la vérité scientifique, mais en la Justice de son pays, homme de Principes à l'exigence éthique, ait été littéralement broyé dans son affrontement avec le camp adverse, sans aucune arme de réflexion politique qui lui permettait de donner un sens à ce qui lui arrivait. Les conditions de sa détention ont empêché qu'il ne reçoive pendant longtemps suffisamment d'information pour comprendre a posteriori la réalité à laquelle il s'était affronté. À cela il faut ajouter les manipulations en tout genre des autorités pour lui faire avouer un "crime " qu'il n'a pas commis et, nous ne savons quel a été l'usage des psychotropes qu'il a subi dès lors qu'il a cessé d'être dans une chambrée de 80 pour être dans une chambre à trois et qui en a fait un homme méconnaissable [11].

Toujours est-il qu'il a perdu, à un moment, tous ses repères, jusqu'à renier dans ses périodes de désespoir, l'importance de la recherche scientifique. Néanmoins, de temps à autre, quand il y a un signe de reconnaissance fort, la visite des ambassadeurs de France et d'Allemagne en avril 2003, un très bon article de lui dans *le Monde* apporté par Galina, en lui réemerge pour quelques instants l'espoir d'un monde humain où il pourrait retrouver sa place dans sa recherche de vérité... Mais quand ? Dans quelles conditions ? Et l'angoisse le reprend !

- [1] Philosophe, sociologue, à l'initiative du Comité Bandajevsky
- [2] Nesterenko, académicien, directeur de l'Institut de l'énergie atomique de l'Académie des sciences du Bélarus, limogé de son poste en juillet 1987 comme alarmiste quitte définitivement cet institut d'état en 1990 et crée, avec le soutien de Andrei Sakharov, l'Institut de radioprotection indépendant "Belrad.
- [3] Toutes ces données ont été recueillies dans un dîner chez Nesterenko, filmé le 1 avril 2000 par W. Tchertkoff, pour réaliser un film autour de cette affaire Bandajevsky.
- [4] Filmée par W. Tchertkoff pour la télévision suisse italienne et qui a donné lieu au film *Mensonges nucléaires*», existant également en version française, anglaise, 2002.
- [5] OSCE (Organisation for Security and Co-operation in Europe) Rapport du 18 juin 2001
- [6] Titre définitif en est : « Altérations fonctionnelles du myocarde dans l'ontogenèse postnatale sous l'effet des radio nucléides incorporés » - Gomel 1996
- [7] *Contaminations radioactives : atlas France et Europe*, CRIIRAD (Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la Radioactivité) et **André Paris . Ed. Y.Michel 2002**
- [8] Cf. *le Monde* du 15 juin 2003.
- [9] Rapport de l'OMS N°151 de 1958, cité dans *la Catastrophe de Tchernobyl et la santé* de Michel Fernex.

[\[10\]](#) Adressé aux scientifiques réunis le 28 mars 2002, à l'Assemblée nationale dans un colloque sur l'après -Tchernobyl

[\[11\]](#) Cf. La protestation de Galina auprès du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme en sept.2002